

A.I.R.E.

Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence

Siège social : AIRE – 68 bis rue Albert Sarraut – 78000 Versailles

Site : www.revenudexistence.org

Lettre de liaison n° 95

Hiver 2018

Sommaire

- Editorial2
Par Eric Boespflug, directeur de la publication
- Revenu de base : que retenir des expérimentations à travers le monde ?.....3
Par Otto Letho. Adam Smith Institute
- Quand le revenu de base rencontre le professeur Pangloss9
Par Jurgen De Wispelaere et Lindsay Stirton
- Actualités de l'association14

Directeur de la publication : Eric Boespflug

Pensez à renouveler votre abonnement : 30 €/an (4 numéros) par chèque à l'ordre de A.I.R.E.

L'abonnement est gratuit pour les membres de l'association à jour de leur cotisation.

Courriel : contact@revenudexistence.org – Site : www.revenudexistence.org

Editorial

par Eric Boespflug, Directeur de la publication

18 juin 2018

Nous publions dans cette Lettre de liaison les résultats des travaux menés par deux équipes de chercheurs.

Otto Letho, auteur de la première étude, publie un panorama très complet des expérimentations du Revenu de Base (RdB) menées dans le monde depuis une trentaine d'année.

Selon lui, notre époque n'est pas celle du post-capitalisme mais plutôt *« celle où le capitalisme et la redistribution pourraient parvenir à se conjuguer efficacement »* (grâce au revenu de base et à une certaine dose d'optimisme, revendiquée par l'auteur).

Son constat : *« donnez à tout le monde un peu d'argent chaque mois et imposez-le (intelligemment et efficacement) à ceux qui en ont les moyens. Si cela semble trop beau pour être vrai, c'est uniquement parce que nous avons été conditionnés à accepter l'idée que la complexité des situations de vie impliquent une complexité accrue de la gouvernance des hommes »*.

Et si, pourrait-on ajouter, ce n'était pas l'inverse ? Et si ce n'était pas la complexité des modes de gouvernance (dans les écoles, les hôpitaux, les entreprises, les administrations,

les associations), des normes et des lois qui créent au final la complexité des situations vécues ?

La deuxième étude prolonge la réflexion.

Selon leurs auteurs, Jurgen De Wispelaere et Lindsay Stirton, : *« il est tout simplement faux de dire que les défis administratifs ne sont que des questions techniques qui ne présentent aucun choix politique »*.

Avant de poursuivre : *« au contraire, les choix difficiles sont une caractéristique intrinsèque des réformes politiques importantes, pour la simple raison que toute réforme implique des "perdants" et des "gagnants" »*.

Si la complexité de nos démocraties est l'un des ferments des populismes et du mal-être qui érode nos sociétés, pourquoi ne pas dès lors considérer le revenu de base comme un antidote à ces formes de repli ?

« Gouverner, c'est faire croire » disait Machiavel. A nous de faire comprendre que le revenu de base est une bonne solution pour tous !

Revenu de base : que retenir des expérimentations menées à travers le monde ?

Par Otto Letho, Adam Smith Institute

Nous insérons notre traduction – partielle et simplifiée – d'un texte d'Otto Letho. Étudiant en économie politique et en philosophie au King's College de Londres, Otto Letho a récemment publié une étude décrivant les résultats de plusieurs expérimentations du revenu de base dans le monde. Son texte est publié sous l'égide de l'institut Adam Smith (adamsmith.org) et partiellement repris ici.

Expériences: ici et maintenant !

Pays	Période	Montant (par mois) ?	Niveau de générosité	Nombre de participants
USA et Canada	1960 - 1980	Variable	Important	8000-9000
Alaska	1982 - aujourd'hui	Entre 20 et 180 USD (annuel)	Modeste	630000 (tous les résidents permanents d'Alaska)
Namibie	2008 - 2009	100 NAD (= £7)	Modeste	1000
Iran	2010 - aujourd'hui	£35	Modeste à important	50 à 72 million (la plupart des ménages Iraniens)
Inde	2010 - 2011	200 rupees (= £2,5)	Modeste	6000
Kenya (GiveDirectly)	2016 - 2027	2280 Kenyan shillings (= £18)	Modeste à important	26000
Ouganda (Eight)	2017 - 2019	£15 (adultes) £7.5 (enfants)	Important	200 (= 50 ménages)
Finlande	2017 - 2019	560,00 €	Important	2000
USA (Y-Combinator)	2017 - aujourd'hui	1000-2000 USD	Important	Étape 1: 100, Étape 2: 2000-3000
Canada	2018 - ?	?	Important	3500 ?
Écosse	2018 - ?	?	Important	?

LES EXPERIENCES AMÉRICAINES ET CANADIENNES: 1960-1980

Les premières expériences occidentales ont été menées entre la fin des années 1960 et le début des années 1980, aux États-Unis et au Canada. Près de 8 000 personnes ont participé à diverses expériences aux États-Unis (New Jersey, Pennsylvanie, Iowa, Caroline du Nord, Seattle, Denver et Indiana). Au même moment, 1 300 Canadiens ont participé à des expériences à Winnipeg et à Dauphin, au Manitoba.

Evelyn L. Forget (2011) a récemment démontré que les expériences canadiennes de "Revenu annuel garanti", aussi connues collectivement sous le nom d'expériences MINCOME (1974-1979), ont eu des effets significatifs sur le taux d'hospitalisation, la santé mentale et la fréquentation scolaire, suggérant que le Revenu de Base "peut améliorer les résultats sociaux et sanitaires au niveau communautaire".

Les résultats des expériences américaines étaient ambigus. Les modestes réductions de la participation au marché du travail, en particulier chez les mères, ont alarmé les décideurs : "Les expériences ont confirmé que les bonnes actions ne sont pas gratuites. La redistribution des revenus aux pauvres a un prix d'efficacité. Le prix est bien inférieur aux prévisions des pessimistes, mais il dépasse certainement zéro". L'intérêt pour le RdB s'est donc dissipé pendant plusieurs décennies, avant de refaire surface ces dernières années.

En se remémorant les expériences de 1986, l'économiste du MIT Robert Solow, qui soutenait le RdB - bien que moins bruyant que ses pairs Milton Friedman (1962) et James Tobin (1967) - écrit ce qui suit : "La généralisation la plus sûre qui ressort de toutes ces expériences est que les implications pour le comportement humain de masse sont faibles. Cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas significatifs, mais ils sont uniformément

faibles". Cela jette le doute sur l'utilité des petites expériences en tant que preuve décisive.

"La prévalence des petits effets ouvre la voie à d'autres interprétations des résultats de la recherche. Solow lui-même a interprété les expériences avec un optimisme prudent, puisqu'elles ont montré que "le genre de changements que nous envisageons ne bouleversera pas le monde".

Comme l'a dit Karl Widerquist : "Les résultats ne sont pas clairs", puisque, selon Solow, "les expériences ne se déroulent pas dans une éprouvette et ne concernent pas des individus identiques. Il se passe beaucoup plus de choses qu'il n'est possible de contrôler". L'une des principales utilisations des expériences sociales scientifiquement ambiguës est de susciter le soutien (ou l'opposition) du public à des politiques controversées. Au fur et à mesure que les gouvernements recueillent des données, celles-ci seront influencées par des engagements idéologiques antérieurs. Nous devrions prendre ce scepticisme sain à cœur : les expériences ne sont pas une panacée, bien qu'elles puissent donner un aperçu intéressant de la recherche et des incitations à la réforme des politiques.

L'ANOMALIE DE L'ALASKA ET DE L'IRAN : DE 1980 A AUJOURD'HUI

Il y a quelques modèles "quasi-RdB" que nous devrions d'abord examiner. Chaque année depuis 1982, l'Alaskan Permanent Fund Dividend distribue un dividende forfaitaire de fin d'année, basé sur les revenus pétroliers de l'Alaska, à tous les résidents permanents de l'État. Le dividende annuel est un transfert universel inconditionnel en espèces. Il ne peut cependant pas être considéré comme un RdB à grande échelle, puisqu'il est à la fois maigre (insuffisant pour couvrir ses besoins de base) et instable (différent d'une année à l'autre). Le montant annuel a varié de quelques cent dollars (minimum) à environ 2000 dollars

(maximum) par habitant.

Des transferts en espèces inconditionnels basés sur les recettes pétrolières ont également été effectués en Iran. En 2010, le gouvernement pétrolier a décidé de distribuer les revenus pétroliers sous forme de subventions inconditionnelles en espèces. Cela a été fait en compensation de leur plan visant à mettre fin aux subventions massives mais inefficaces sur les carburants. Le programme donnait à "chaque Iranien résidant dans le pays l'équivalent de 40-45\$ par mois, sans condition". A son apogée, le programme a touché 72,5 millions de personnes, soit 96 % de la population de l'Iran. Les transferts en espèces représentaient jusqu'à 15 % du revenu national annuel de l'Iran. Les conditions d'inconditionnalité ont été modifiées en 2016, et seuls 2/3 de la population sont encore inscrits aujourd'hui.

Les cas de l'Alaska et de l'Iran sont instructifs, mais présentent aussi des anomalies, puisqu'ils sont rendus possibles par la présence de ressources naturelles abondantes. La principale raison pour laquelle ils ne peuvent pas être comparés directement aux expériences de RdB à part entière n'est cependant pas la source de leur financement - puisque cela ne devrait pas affecter les résultats des bénéficiaires - mais leur portée limitée : ils ne sont pas assez élevés pour permettre aux gens de vivre sans moyens externes de soutien. Dans la plupart des pays, le RdB devrait probablement être financé par l'impôt sur le revenu, bien que l'impôt foncier géorgien soit également une alternative viable.

L'INDE ET LA NAMIBIE : LES ANNÉES 2000

Les années 2000 ont vu une vague d'essais importants du RdB en Inde et en Namibie. Ces expériences étaient des injections artificielles d'argent dans les collectivités locales, plutôt que le remplacement de programmes de redistribution existants, de

sorte qu'il n'est pas surprenant de constater des améliorations dans de nombreux domaines sociaux et économiques (du moins pour la durée de l'expérience). Grâce à l'utilisation de groupes témoins, toutefois, ces expériences ont permis de mesurer l'effet des transferts monétaires inconditionnels sur un certain nombre d'indicateurs de développement.

Il faut garder à l'esprit qu'il existe une différence entre la réforme d'un système de protection sociale existant (par exemple, en Europe ou aux États-Unis) et la réforme d'un système de protection sociale existant et la création *ex nihilo* d'un nouveau système (par exemple en Namibie). Il est déconseillé de comparer directement des pays ayant des niveaux de richesse différents, bien que les transferts monétaires soient des outils utiles partout. Le type de RdB qui convient à un pays peut être complètement hors de portée d'un autre pays. Un pays relativement riche peut se permettre de consacrer une plus grande part de son revenu national au financement d'un filet de sécurité minimum qu'un pays pauvre.

En Inde, les tests du revenu ont été organisés par l'UNICEF, en coopération avec un syndicat local (SEWA), dans les zones rurales du Madhya Pradesh, en 2010-2011. Pour une période de 18 mois, une douzaine de villages (composé de plus de 6000 personnes) ont reçu de petites liquidités sous forme de transferts de revenus. D'autres villages ont été utilisés comme groupes contrôle. Selon le rapport final (2014), ces expériences ont permis une amélioration des conditions de vie des bénéficiaires, dans les domaines de la nutrition, de la santé, de la scolarité, de l'activité économique. Contrairement à une idée reçue, l'expérience a également montré que le fait de donner aux gens ne conduisait pas à une réduction du travail des adultes.

Il y a eu ainsi des propositions pour étendre le revenu de base à l'échelle nationale en Inde, en partie pour remplacer d'autres transferts sociaux. En février 2017, le ministère indien

des Finances a ainsi publié son rapport annuel, qui propose qu' "une attention sérieuse soit donnée à l'idée d'un revenu de base universel comme un moyen d'atteindre plus efficacement les objectifs du Mahatma Gandhi". Le rapport reconnaît que "le ciblage [des aides sociales] a été à la fois inefficace et inéquitable, en octroyant une licence à la fraude qui engendre tout un écosystème d'intermédiaires et d'abus". Cependant, comme les conditions ne permettent pas la mise en œuvre immédiate du revenu de base, le rapport plaide plutôt pour un "gradualisme", en s'appuyant sur une feuille de route. Le rapport conclut avec prudence que "le revenu de base est une idée puissante dont la maturité n'est pas encore suffisante pour une mise en œuvre immédiate, mais qui nécessite une discussion sérieuse".

En Namibie, les premières expériences ont eu lieu dans le village d'Otjivero en 2008-2009 avec environ 1000 bénéficiaires. Les expériences ont été organisées par une coalition composée de nombreuses ONG et groupes religieux. Les résultats étaient prometteurs, mais les expériences ont été en proie à de graves manquements méthodologiques, rendant l'interprétation de leurs résultats douteuse et insuffisante pour servir de base à un programme pilote valable.

Cependant, une autre expérience de suivi a été organisée à l'initiative du gouvernement en 2013-2014, en réponse cette fois à une famine (appelé par euphémisme "insécurité alimentaire"). En permettant d'atténuer une catastrophe humanitaire, l'expérience a été saluée comme "démontrant l'utilité d'un revenu universel pour lutter contre la pauvreté".

L'EXPÉRIENCE FINLANDAISE: 2017-2019

En janvier 2017, exactement deux mille personnes à travers la Finlande, choisis au hasard parmi les rangs des bénéficiaires de prestations de chômage, ont reçu la première

mensualité d'un revenu de base universel.

Pour les deux prochaines années, selon le Site Web du gouvernement (KELA), "un total de 2000 chômeurs âgés de 25 à 58 ans recevront un paiement de 560 €, sans condition de ressources".

Ce RdB est versé sans condition, c'est-à-dire que les destinataires peuvent dépenser l'argent comme ils le souhaitent, prendre n'importe quel travail (temporaire ou permanent). Le versement de ce RdB est garanti pour les 24 prochains mois, jusqu'à la fin de la expérience, fin 2019.

L'expérience, d'une durée de deux ans, a été conçue par un groupe d'experts de l'administration de l'aide sociale, gérée par le gouvernement du KELA (l'Agence finlandaise de l'assurance sociale). Malheureusement, le gouvernement n'a pas tenu compte de l'avis des chercheurs préconisant d'élargir l'expérience et d'inclure des personnes ne figurant pas dans les statistiques officielles du chômage. De plus, la limite d'âge étant limitée à 26-58 ans, l'expérience finale est une version tronquée de ce qui aurait pu être un jalon sociologique majeur. En conséquence, l'expérience n'est ni aussi rigoureuse sur le plan scientifique ni aussi ambitieuse qu'elle aurait pu l'être.

Par rapport au *statu quo*, cependant, l'expérience Finlandaise marque un changement significatif. La structure finlandaise des prestations se compose de plus de 100 prestations différentes assorties de règles et de conditions différentes.

(...)

EXPERIMENTATIONS A VENIR

CANADA :

L'intérêt pour le revenu de base a augmenté au Canada ces dernières années. En 2016, le

Parti libéral a adopté une résolution visant à "élaborer une stratégie de réduction de la pauvreté visant à fournir un revenu minimum garanti". Les maires de Calgary et d'Edmonton ont appuyé le RdB dans le passé. Plusieurs provinces ont exprimé leur intérêt à mener des expériences, mais la province de l'Ontario, dominée par les libéraux, est prête à aller de l'avant en 2017 avec son propre modèle : de nombreux détails du plan sont encore indécis, mais le plan préliminaire est de donner à quelque 2500 personnes, dans trois villes différentes, environ 1320 \$ CA par mois ; les personnes handicapées sont admissibles à un supplément de 500 \$ CA environ.

Selon l'auteur du plan préliminaire, le stratège politique conservateur Hugh Segal : "Ce RdB n'est pas quelque chose qui est, à mon avis, une idée de gauche, mais une idée des gens rationnels pour donner aux gens un plancher sous lequel ils ne sont pas autorisés à tomber. (...) Ce que fait l'Ontario, c'est dire qu'il faut un projet pilote, qu'il faut calculer les coûts, qu'il faut calculer les effets positifs et les effets sur le plan comportemental".

KENYA:

L'expérience de GiveDirectly au Kenya est similaire aux futures expériences américaines en ce sens qu'elle est financée par le secteur privé, avec une combinaison de petits et grands donateurs. Jusqu'à présent, elle a recueilli environ 24 millions de dollars, sous forme de dons privés, au profit de son ambitieuse expérience. Depuis octobre 2016, les "adultes d'un village rural de l'ouest du Kenya" reçoivent l'équivalent de 18 livres par mois. L'expérience concerne plus de 26 000 personnes, mais seulement 6 000 personnes, réparties dans 40 villages, doivent être payées pour toute la période de 12 ans. Un autre groupe sera payé pendant 2 ans, tandis qu'un troisième groupe recevra une somme forfaitaire équivalente (une seule fois) en espèces. En tant que telle, cette expérience promet d'être la plus grande jamais réalisée.

Selon GiveDirectly, l'objectif de l'étude est de mesurer les effets de ces différents modèles - à long terme, à court terme et forfaitaire - sur la situation économique, l'emploi du temps, la prise de risque et le "regard sur la vie" que pote les bénéficiaires à l'égard d'un groupe témoin qui ne percevra pas le RdB.

PAYS-BAS:

Des expériences ont également été planifiées dans diverses villes néerlandaises, dont Utrecht et de nombreuses autres villes, mais le devenir de ces expériences n'est pas clair.

ECOSSE:

Le gouvernement écossais a exprimé son "intérêt". Le Parti national écossais (SNP) a soutenu le RdB déjà au printemps 2016, indiquant qu'il peut "potentiellement être une fondation pour éradiquer la pauvreté, rendre le travail payant et assurer que les citoyens peuvent vivre dans la dignité". Quatre district - Glasgow, Edimbourg, Fife et North Ayrshire - se sont engagés à lancer des expériences régionales avec le soutien financier du gouvernement écossais.

OUGANDA:

Similaire à ce que GiveDirectly fait au Kenya, une organisation caritative belge Eight97 finance un RdB de deux ans dans la région de Fort Portal en Ouganda. À partir de 2017, un village ougandais unique, composé de 50 ménages, recevra des paiements mensuels de 18,25 USD par adulte, et 9,13 USD par enfants.

ÉTATS-UNIS:

Y Combinator, une entreprise de financement de start-up, basée dans la Silicon Valley, prévoit de financer une expérience à Oakland, en Californie, qui débutera en 2017, "pour mener une vaste étude à long terme afin de répondre à quelques questions clés : comment

le bonheur, le bien-être et la santé financière des gens sont affectés par le revenu de base, ainsi que la façon dont les gens pourraient passer leur temps". La première étape consiste à donner à seulement 100 personnes entre 1000 \$ et 2000 \$ par mois pendant 6 à 12 mois. Il est remarquable que les bénéficiaires comprendront à la fois des travailleurs et des chômeurs de tous les groupes démographiques.

Sous réserve de la réussite de la première étape, la deuxième étape consistera à étendre l'essai à 2000 à 3000 personnes pour une durée de 2 à 3 ans. Elle serait donc égale ou supérieure à l'expérience finlandaise en termes de portée. Indépendamment des expérimentations de Y Combinator, la ville voisine de San Francisco a également prévu de mener une expérience, mais rien n'a encore été décidé.

CONCLUSION : DU CASH EN MAIN

Notre époque n'est pas celle du "post-capitalisme" mais elle pourrait plutôt être vue avec optimisme comme celle où le capitalisme et la redistribution parviennent à se conjuguer efficacement.

Oui, les robots arrivent et le changement est terrifiant, mais nous ferions mieux de ne pas laisser nos tendances ataviques dominer la discussion politique. Pour reprendre les mots de Franklin D. Roosevelt : " la seule chose que nous ayons à craindre, c'est la peur elle-même", en particulier la peur de l'inconnu, car la peur de l'inconnu a le pouvoir de provoquer la ruine auto-annoncée de l'humanité.

Les fruits de l'intégration économique mondiale et de la libéralisation des échanges sont clairement positifs, mais la somme des effets négatifs et positifs du commerce

mondial rend ces bénéfices difficilement perceptibles pour une majorité de l'opinion. Les décideurs sont donc confrontés à un dilemme : 1) promouvoir des politiques qui produisent le plus de bien-être à long terme ; 2) s'assurer que les perdants sont suffisamment compensés à court terme.

L'analyse suggère que le RdB est politiquement faisable, socialement souhaitable et financièrement viable. Les plus gros problèmes concernent sa mise en œuvre et son administration (de Wispelaere 2015). Il faut un leadership politique inspirant pour réformer les institutions et les pratiques bien établies. Il est difficile d'obtenir une palette puissante de réformes économiques. Même s'il est mis en œuvre, le RdB ne résoudra pas tous nos problèmes. Ses paramètres, sa portée et sa taille devront être ajustés pendant longtemps. Mais personne ne peut nier qu'il s'agit d'une réforme réalisable qui peut faire avancer notre société.

(...)

Donnez à tout le monde un peu d'argent chaque mois et imposez-le (intelligemment et efficacement) à ceux qui en ont les moyens. Si cela semble trop beau pour être vrai, c'est uniquement parce que nous avons été conditionnés à accepter l'idée que la complexité des situations implique une complexité accrue de la gouvernance des hommes.

En fait, c'est tout le contraire : la simplicité de la législation est la meilleure solution d'assurer l'avenir dans un monde complexe. (...) Seule la combinaison de marchés robustes et d'un filet de sécurité peut inciter les gens à prendre plus de risques, à créer des entreprises et envisager sereinement l'avenir.

Quand le revenu de base rencontre le professeur Pangloss : ignorer l'administration publique et ses périls

Par Jurgen De Wispelaere et Lindsay Stirton

Jurgen De Wispelaere et Lindsay Stirton ont récemment publié une étude portant sur les modalités de mise en œuvre du revenu de base.

Comme l'indiquent les auteurs : « rares sont les défenseurs du revenu de base qui analysent avec soin les questions relatives à la mise en place du revenu universel. D'où l'intérêt d'examiner (et de réfuter) les arguments à ignorer ce volet ; le principal danger de cette négligence étant [selon les auteurs] d'introduire une forme d'aveuglement risquant de transformer le plaidoyer [en faveur du revenu de base] en procès à charge aux yeux des indécis ».

Dans *Candide* (Voltaire, 1759), le jeune protagoniste vit d'abord une vie conforme à la doctrine de «l'optimisme de Leibniz», alimentée par les enseignements de son mentor, le professeur Pangloss. Convaincu que tout doit être bien dans le meilleur des mondes possibles, Candide s'éveille lentement à la dure réalité de la vie en témoignant et en éprouvant une adversité sévère, qui l'amène progressivement à abandonner le vœu pieux de Pangloss pour adopter une attitude plus pragmatique. De notre point de vue, les nombreux défenseurs du revenu de base adoptent aujourd'hui une vision panglossienne du sujet, en supposant que le revenu de base est détaché des contraintes et des défis associés à son instauration.

2015 et 2016 ont été des années formidables pour les défenseurs du revenu de base, et l'année 2017 s'est avérée encore meilleure. Le revenu de base, jusqu'à récemment rejeté par les décideurs politiques, est en train de devenir l'idée du jour dans la bataille pour revigorer l'État-providence. La Finlande est devenue une terre d'avant garde pour explorer la possibilité de mener la première

expérimentation de grande ampleur. Les Finlandais sont suivis de près par les Néerlandais : les municipalités d'Utrecht, de Wageningen, de Tilburg et de Groningue négocient la possibilité de mener des expériences locales inspirées du revenu de base avec le Secrétaire d'État aux affaires sociales et à l'emploi. Au Canada aussi, les choses bougent rapidement : le budget de l'Ontario de 2016 mentionne explicitement la possibilité de mettre en place des projets pilotes de revenu de base. Les défenseurs canadiens du revenu de bas expriment un niveau d'espoir et d'excitation dont nul n'a été témoin pendant des décennies. En France, un récent rapport du Sénat recommande de tester un revenu de base via des programmes pilotes de trois ans impliquant 30.000 citoyens. Au Royaume-Uni, enfin, le débat a également pris son envol. Alors que la position officielle du gouvernement reste «merci, mais non merci», la Société royale pour l'encouragement des arts, de l'industrie et du commerce (RSA) a récemment publié son propre modèle de revenu de base dans une brochure intitulée *Citoyen créatif, État créatif : le cas pragmatique et fondé sur des*

principes pour un revenu de base universel.

Encore plus prometteur pour les défenseurs du revenu de base figure le soutien de longue date des Verts, le chef de l'opposition, Jeremy Corbyn, et son chancelier fantôme, John McDonnell. Et même les syndicats - pourtant traditionnellement hostiles au revenu de base se rapprochent de l'idée : suite au soutien d'Unite, le dernier Congrès du TUC à Brighton a adopté une motion en faveur du revenu de base.

Nulle part l'optimisme panglossien n'est plus évident que dans l'attitude des défenseurs du revenu de base à l'égard de la bureaucratie, de l'administration et de l'aide sociale en général. Invariablement, ceux qui proposent un revenu de base universel et inconditionnel pour compléter les programmes sociaux existants, ou pour remplacer ceux qui n'atteignent pas les objectifs sociaux souhaités, ne semblent pas troublés par ce que Bernard Schaffer a appelé «le facteur administratif». Sur ce point, l'attribution d'un revenu de base, versé individuellement et sans contrepartie, peut sans difficulté court-circuiter le mécanisme lent, biaisé, bureaucratique et très intrusif dans lequel se complait l'État-providence moderne.

(...)

Pour le politologue ou l'analyste des politiques, l'argument selon lequel l'administration est importante pour la conception et la mise en œuvre du revenu de base peut sembler un truisme, mais il fait face à une résistance surprenante chez les défenseurs du revenu de base. Il peut y avoir plusieurs explications à cette réticence générale à adopter une analyse administrative des défis que pose le revenu de base. Notre but ici est de sonder ce que nous croyons être les principales raisons de ce déni, et d'expliquer pourquoi aucun de ces facteurs ne justifie la négligence omniprésente de l'administration dans la

recherche sur le revenu de base. De même que Candide a fini par comprendre les limites de la vision panglossienne du monde, les défenseurs du revenu de base doivent se rendre compte que les vœux pieux ne sont pas utiles si nulle proposition politique ne permet de passer de la discussion académique à la mise en œuvre pratique.

Contrôler la bureaucratie ?

Les défenseurs du revenu de base adoptent une perspective dans laquelle l'administration prend nécessairement la forme d'une «bureaucratie de contrôle», où les assistés sont contraints de se soumettre à des procédures invasives et dégradantes pour recevoir le soutien auquel ils ont droit.

A leurs yeux, la "bureaucratie de contrôle" induit des effets négatifs, liés à l'insuffisant ciblage des aides, mais aussi au développement d'une méfiance persistante à l'égard du gouvernement et de la participation citoyenne. Une abondante littérature explique ainsi que la sur-administration bureaucratique relève d'une stratégie plus ou moins délibérée de l'État pour exercer un contrôle sur ses administrés. Pour les défenseurs du revenu de base, la solution évidente consiste alors à combattre le pouvoir discrétionnaire de l'administration. Cette perspective considère le revenu de base comme un outil essentiel pour «déboucher les tuyaux bureaucratiques».

Nous souscrivons à la méfiance dont témoignent les partisans du revenu de base à l'égard de la bureaucratie dominante. Cependant, nul besoin de dénoncer l'étendue envahissante de l'ingérence bureaucratique pour faire valoir les bénéfices du revenu de base.

Même si une grande partie de l'aide sociale est organisée de manière contrôlée, de nombreux autres programmes de soutien ne le sont pas. Dans la plupart des pays, il existe une différence marquée entre les

modes d'administration des programmes de prestations, tels que les pensions ou la sécurité sociale, et les programmes qui font appel à la discrétion administrative, comme l'assistance sociale. En fin de compte, penser que le contrôle de l'administration exige simplement de se débarrasser de la bureaucratie, c'est mal diagnostiquer la vraie question, à savoir un climat politique favorable à la protection sociale.

Bien sûr, les défenseurs du revenu de base ne croient donc pas vraiment que nous n'avons pas besoin d'administration du tout; au contraire, ils espèrent simplement une politique qui implique moins de règles, moins de réglementation, moins de surveillance et, par conséquent, moins d'ingérence bureaucratique générale dans la vie des gens. Cependant, il est faux de penser que la mise en œuvre d'un revenu de base ne saurait s'accompagner de sérieux défis administratifs. L'erreur serait ici de limiter les problèmes de mise en œuvre à la longue liste des problèmes qui se posent lorsque les bureaucraties exercent un contrôle excessif et arbitraire sur la vie des "assistés". En réalité, l'administration publique joue bien évidemment un rôle clé dans la performance du modèle de revenu de base qui est institué.

Mise en scène du processus politique

(...)

Il est tout simplement faux de dire que les défis administratifs ne sont que des questions techniques qui ne présentent aucun choix politique. Au contraire, ces choix difficiles sont une caractéristique intrinsèque des réformes politiques importantes, pour la simple raison que toute réforme implique des "perdants" et des "gagnants".

Paradoxalement, c'est la présence de solutions multiples, chacune disponible mais différant à des égards importants dans la

façon dont elles répartissent les avantages et les inconvénients, qui explique la nature politique de l'administration publique. Dans les propositions britanniques du CIT, du RSA et du Compass, qui traitent principalement des systèmes de revenu de base alternatifs, ce problème se pose pour trouver une solution acceptable de compromis, entre les modèles de revenu de base qui minimisent les coûts pour les pauvres et ceux qui minimisent les coûts globaux. Ces types de choix difficiles, comme nous l'avons soutenu ailleurs, font partie intégrante de la conception concrète du revenu de base. Intégrer la courroie de transmission implique que les spécialistes de l'administration publique devraient occuper une place prépondérante aux côtés des philosophes et des spécialistes des sciences sociales dans le débat sur le revenu de base.

Un point de vue connexe auquel de nombreux défenseurs du revenu de base sont attachés tient au fait que, avec l'avènement de la société de l'information, les problèmes de mise en œuvre ont diminué ou complètement disparu. Les défenseurs du revenu de base se réfèrent souvent aux progrès technologiques pour écarter tout doute persistant sur la mise en œuvre du régime. Philippe Van Parijs, par exemple, insiste sur le fait qu'en supposant une technologie informatisée et efficace de perception et de transfert des taxes, les coûts administratifs seront probablement plus faibles dans le cadre d'un régime *ex ante* universel que sous un régime *ex post* fondé sur les ressources. Même si cela peut être vrai jusqu'à un certain point, l'hypothèse d'une technologie efficace fonctionnant en arrière-plan de la mise en œuvre constitue néanmoins un point de départ mal éclairé pour l'analyse des politiques

Pendant ce temps, l'idée même du «numérique par défaut» pourrait finir par créer un obstacle à l'accès aux droits que les défenseurs du revenu de base, engagés

envers un État providence inclusif, doivent éviter.

Les difficultés auxquelles certaines personnes sont confrontées en ce qui concerne l'accès numérique sont illustrées de façon poignante dans le dernier film de Ken Loach, *I, Daniel Blake*. Les technologies de l'information modernes ont peut-être augmenté la liste des outils dont nous disposons pour résoudre les problèmes de mise en œuvre, et la tentation de penser que cela signifie que nous avons peu à craindre à ce sujet est compréhensible. Néanmoins, l'émergence de nouvelles TIC «ne signifie pas que de nouveaux problèmes politiques sont apparus ou que les anciens ont disparu»; ils se présentent plutôt sous un jour nouveau. La leçon est claire: faire appel à une «technologie» n'est pas un moyen de débattre de la mise en œuvre du revenu de base (ou de ne pas en tenir compte). (...)

Contre la pensée panglossienne dans le processus politique

Alors que la discussion philosophique sur le revenu de base vise souvent à utiliser une proposition politique pour éclairer les principes fondamentaux d'une société juste, nous tenons pour acquis que pour les défenseurs les plus contemporains du revenu de base, l'objectif n'est pas simplement d'aiguiser la compréhension philosophique. En effet, pour ceux qui prônent le revenu de base comme solution aux problèmes réels de pauvreté, d'exclusion sociale ou de contrainte sur les marchés du travail (voire du travail domestique non rémunéré), le fait de ne pas tenir compte des aléas de la réalité administrative comporte des risques réels.

Comme nous essayons de le montrer, ces risques peuvent prendre différentes formes, mais le plus important est, sans doute, l'incapacité à apprécier dans quelle mesure

les décisions concernant la mise en œuvre du revenu de base reflètent toujours des choix politiques et produisent des effets politiques. Anticiper les façons dont les défis administratifs - et les solutions proposées - peuvent affecter les perspectives d'instauration d'un revenu de base stable et durable est un élément clé de l'analyse politique du revenu de base.

Une première étape consiste à surmonter la complaisance concernant la nature de l'administration et, partant, les défis administratifs posés par l'introduction d'un revenu de base. L'administration publique implique beaucoup plus qu'une bureaucratie contrôlante. L'administration est ce qui transforme les politiques à partir des mots sur une page à des améliorations (ou le contraire) dans la vie des gens. (...)

La perspective panglossienne assume les défis de la mise en œuvre et leurs solutions potentielles en supposant que le revenu de base porte dans sa conception universelle et inconditionnelle les germes d'une mise en œuvre parfaite (ou aussi proche de la perfection que possible). Les erreurs administratives, les effets secondaires ou l'opportunisme pur et simple sont des caractéristiques d'une politique sociale qui rend les bénéficiaires asservis à une classe de responsables de l'application des règles bureaucratiques. Éliminez les règles et vous résoudrez l'essentiel des problèmes de mise en œuvre - c'est ce que ferait le décideur politique panglossien.

Cependant, les problèmes de mise en œuvre sont beaucoup plus endémique que le défenseur "Panglossien" du revenu de base ne veut bien l'admettre. Comme Robert Goodin l'écrit : «aucun système de droit ou d'administration n'est parfait". Et avec l'erreur vient la nécessité de décider non seulement de la meilleure façon de réduire l'erreur, mais aussi de savoir dans quelle direction se tromper. Comme l'analyse

statistique, la politique peut se tromper en étant trop exclusive ou trop inclusive. Ces questions sont omniprésentes dans le débat sur la mise en œuvre du revenu de base.

Devrions-nous concentrer l'attribution du revenu de base sur les citoyens ou les résidents à long terme ? Le revenu de base devrait-il être payé sous la forme d'un crédit d'impôt remboursable par le biais du régime fiscal, ce qui impose des coûts considérables aux travailleurs précaires situés en marge du marché du travail ? Ou l'administration du revenu de base devrait-elle plutôt investir dans des canaux de paiement distincts qui recherchent activement les personnes vulnérables et défavorisées et s'assurent qu'elles reçoivent le revenu de base auquel elles ont droit ? Le revenu de base, tout en englobant la liberté par l'inconditionnalité, doit-il comporter des mesures spéciales pour protéger ses bénéficiaires contre les mauvais choix ? Le modèle RSA, par exemple, inclut un «contrat de contribution» avec la communauté locale (sous la forme de cinq «témoins») comme condition du versement du revenu de base pour les 18-25 ans. Et qu'en est-il de la surveillance ? Ces défis pratiques et d'autres ne disparaissent pas simplement parce que

le revenu de base est universel et inconditionnel. Et, abstraction faite des erreurs individuelles, quels sont les effets systémiques de l'erreur systématique ?

Bien sûr, lorsque l'optimisme leibnizien du professeur Pangloss a résisté aux expériences les plus extrêmes, le défenseur de la politique des revenus fondamentaux peut réagir immédiatement aux échecs de la mise en œuvre en proposant des changements à certaines caractéristiques du programme ou en modifiant son fonctionnement et son environnement politique. Mais la mise en œuvre d'une politique à une échelle aussi grande que l'introduction d'un revenu de base pour l'ensemble de la population peut nécessiter de placer le «navire politique» sur un parcours à partir duquel il est difficile de dévier. À sa manière, le revenu de base peut rapidement s'avérer être un poids lourd politique : difficile d'arrêter, de ralentir ou même de changer de direction une fois qu'il est prêt à partir. Prendre le temps de réfléchir soigneusement à la mise en œuvre du revenu de base : voilà qui nous permettrait de mettre de côté l'approche Panglossienne des partisans du revenu de base.

Prochaines Rencontres de l'AIRE en 2018

11 avril 2018 – Rencontre de Philippe Frémeaux, Président de l'Institut Veblen

9 mai 2018 – Rencontre d'Eléonore Cipriani, conseillère du Président de l'Assemblée de Corse

13 juin 2018 – Rencontre de Michaël Zemmour et Elvire Guillaud, économistes associés au LIEPP

**Ecole Normale Supérieure – 48 boulevard Jourdan, 75014 Paris
de 18 heures à 20 heures**

ISSN 2429-1129